

LE PEUPLE ① BRETON

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

POURQUOI MITTERRAND ?

(Voir notre page 7)

Loctudy : 11^e Congrès

I'U. D. B. élit son

PREMIER BUREAU POLITIQUE



Youenn
GWERNIG

(Page 13)

LANDERNEAU

L'EXPLOITATION
DES OUVRIERES
DE LA HAUTE
COUTURE

(P. 5)

GUERANDE

LES PALUDIERS
ONT LA
PAROLE

(P. 4)

Edito

NOTRE dernier Congrès vient d'apporter d'importantes réformes aux structures de notre Parti, en créant, en particulier, un Bureau Politique. Pourquoi un Bureau Politique ? Pour développer la démocratie, pour développer l'efficacité.

À la réunion que nous vivons, l'actualité politique s'écoule et les décisions sont prises à la fois rapides et réfléchies, de l'intérieur du Bloc Travaillon à la mort subite de Pharaïebou. À chaque fois des décisions politiques urgentes s'imposent, et de plus en plus il faut prendre des décisions importantes à une rapidité plus grande que la situation mensuelle du Comité Directeur. À plusieurs reprises le Bureau Central (5 responsables) est appelé à prendre des décisions qui dépassent en portée les compétences de cet organisme conçu au départ comme une équipe technique. Il fallait donc faire face à cette situation. Désormais, ce ne seront plus 5 hommes qui prendront ces décisions, mais les 15 responsables élus par le Congrès au Bureau Politique. 15 responsables au lieu de 5, c'est une garantie de démocratie, car le débat sera plus large. C'est aussi une garantie d'efficacité, car le travail sera plus vite et les informations seront plus larges, plus précises, les décisions seront aussi plus actives. Ça qui est un peu le même schéma.

Et la démocratie s'accroît encore en donnant plus de sens à la responsabilité. Dans l'ancien Comité Directeur, en effet, les représentants des sections étaient, devenus, majoritairement, technocrates, et pouvaient donc, à la limite, imposer des décisions ou des orientations à l'U.D.B. sans les avoir discutés, sans être eux-mêmes responsables devant le Parti tout entier. Désormais le rapport politique et le vote des députés passent sous leurs yeux, ils sont responsables devant le Congrès, et à celui-ci de continuer beaucoup plus efficacement l'action de ceux à qui il confie un mandat politique. Amélioration de la démocratie et amélioration de l'efficacité, tel est le sens profond de la réforme adoptée au Congrès de Locudy.

À la place de l'ancien Comité Directeur, un Comité Exécutif assure désormais le lien entre le Bureau politique et la base du Parti. Son rôle n'est pas moins essentiel, il assure l'application par l'exécutif de l'U.D.B. des décisions du Bureau Politique. Instance représentative de la base du Parti, entre les Congrès, elle sera toujours le lieu de la discussion et de la décision, elle sera toujours le lieu de la discussion et de la décision, elle sera toujours le lieu de la discussion et de la décision.

Et le Congrès lui-même fait pour nous, car il se tient désormais par délégation. Notre Parti est en effet devenu maintenant nombreux, et il n'est plus possible que tous les militants participent à ses travaux. Heureux peut-être de regarder sur le plan de la démocratie formelle. Mais la démocratie réelle y gagnera, car dans une assemblée trop nombreuse, le droit de parole tend à devenir illusoire et le débat risque de tourner à la confusion. Le nouveau Congrès, assemblée de députés élus d'un mandat, sera donc plus efficace. Il sera aussi plus démocratique, par la possibilité ainsi préservée d'un véritable débat, par la responsabilité plus précise dont les participants seront investis par leurs conceptions. Et toujours, par souci de démocratie, l'importance qui militent non négligeable, s'il le faut, à l'égard des décisions. Le contrôle de l'usage des mandats par les militants de la base en sera ainsi facilité, et le Congrès gardera donc son rôle formateur.

À tous les échelons l'U.D.B. a fait pour nous à Locudy. La croissance du Parti impose cette chose. C'est signe que nous devenons une force politique chaque jour plus puissante, plus apte à mener le combat de décolonisation du peuple Breton. Améliorer, quant à la démocratie, améliorer, quant à l'efficacité, l'U.D.B. a engagé dans une nouvelle étape de ce combat.



Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHESION

Nom : _____ Prénoms : _____

Adresse : _____

Signature : _____

Date : _____

La vie de

Souscription permanente pour le progrès du « Peuple Breton »

4 PAGES-MAGAZINE DE PLUS ?

« L'U.D.B. ne se contente pas de souffrir ! Cette appellation, restée récemment dans la bouche d'un travailleur breton subissant du « Peuple Breton », notre XI^e Congrès vient de lui donner une nouvelle réalité... »

En dépit de la vertigineuse augmentation des coûts de fabrication, et de malice première, le comité de l'U.D.B. a décidé d'essayer de maintenir le P.B. à 1200 F. le numéro pendant toute l'année. L'U.D.B. c'est-à-dire jusqu'en avril 1975 ! Le programme « nous » cela dépend bien sûr de l'appui matériel de nos lecteurs sympathisants, et nous ceux qui veulent payer leur P.B. plus de 1200 F. songent à participer à cette souscription ou encore à abonner un de leur amis, alors nous remercions ce combat.

Car ce n'est pas une mince affaire que ce P.B. à 1200 F. Si notre journal adopte, au prix de mille sacrifices, cette politique de haut prix de vente, c'est par souci politique. Nous voulons en effet que le prix de notre journal ne constitue un obstacle pour certains travailleurs breton soucieux de connaître la vérité sur son pays et ses luttes. C'est là un souci authentiquement révolutionnaire qui contraste sérieusement avec le verbiage obscur de telle revue gauchiste « littéraire » imprimée à Paris et offerte gratuitement aux travailleurs... pour 1200 F. le numéro !

Le P.B. à 1200 F. n'est certes... Mais plus encore ! Si, comme nous l'espérons, nous sommes soutenus par ceux qui tiennent cet appel, nous ne nous contenterons pas de nos seuls lecteurs. Le comité de l'U.D.B. a en effet initié l'opération « Peuple Breton » qui vise à faire connaître à nos militants et leurs sympathisants, dans les régions de l'U.D.B., les possibilités de souscription. Nous espérons donc que vous serez nombreux à participer à cette opération. Pour cela, nous vous prions de nous adresser votre souscription à l'adresse suivante : U.D.B. - Bureau de la Presse - 304 - 29273 BREST CEDEX.

N°	Nom	Montant
1	L. Y. Carré	10,00
2	P. G. Châteaubourg	10,00
3	G. D. Monaghan	20,00
4	L. J. F. Can	10,00
5	L. J. A. Manac'h	10,00
6	M. J. Bréhémez	10,00
7	L. F. J. Bréhémez aux Roses	10,00
8	L. F. L. Nantes	4,00
9	H. S. Paris 14 ^e	9,00
10	Mme S. M. 88 Neuliac	10,00
11	Audemar Lévêq - Pithiviers	15,00
12	R. J. P. Arcais	10,00
13	L. J. P. Louviers	10,00
14	L. S. G. 94 Villeneuve St Georges	10,00
15	L. M. J. P. 91 Orsay	10,00
16	L. G. G. 10 évry sur Orge	5,00
17	C. G. 77 Champagne sur Seine	10,00
18	L. T. Paris 17 ^e	10,00
19	D. A. 29 Le Relizac	10,00
20	L. A. A. Brest	8,00
21	D. H. 28 Parand	10,00
22	Mme S. J. 91 Breuille	10,00
23	L. S. J. P.	10,00
24	93 Tremblay Les Courbeis	10,00
25	L. G. J. Rennes	10,00
26	L. G. H. J. Caen	10,00
27	L. G. H. Caen	10,00
28	Quintel Pierre « Fleur marocaine »	5,00
29	le P.B. à 1200 F. Brest (Cant.)	50,00
30	Anonyme Brest	3,00
31	Anonyme 45 Tillys	10,00
32	C. D. de Mar de Bretagne - mars 1974 pour le journal	11,00
33	Anonyme	1,00
Total de la 1^{re} liste		334,00

Collections reliées

Nous signalons à nos lecteurs, et particulièrement aux bibliothécaires, archives, documentalistes, collectionneurs, etc... que nous disposons de collections complètes RELEES de l'année 1973 du PEUPLE BRETON.

Ces collections seront réalisées, au fur et à mesure des commandes, dans la limite des disponibilités disponibles.

Pour toute commande adresser un chèque de 35,00 F. (France) à : Le Peuple Breton, C.C.P. Rennes 2366,78 avec votre adresse.

« LE PEUPLE BRETON »

Boîte Postale 304
29273 BREST CEDEX

ABONNEMENTS
mensuel
Ordinaire : 12 F
Etranger : 20 F
Etranger (par avion) : 35 F

CHANGEMENTS D'ADRESSE
Pour tout changement d'adresse de souscripteurs à nos abonnés de nous faire un prospectus de changement de domicile accompagné de votre dernière feuille de souscription et de votre ancienne adresse.

l'Union démocratique bretonne

Le film-photo du Congrès



Le film-photo du Congrès. Photos: Le Peuple Breton. Reportage Equipe-press.



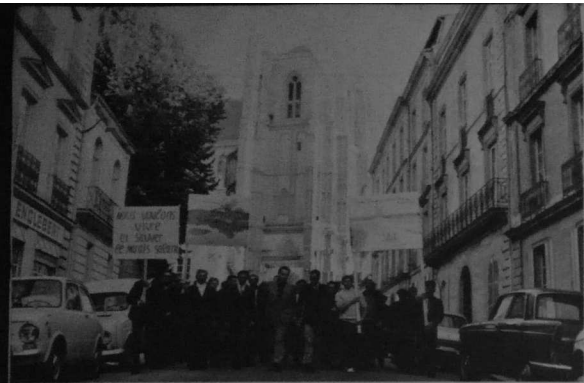
Le bureau de la presse. Le bureau de la presse. Le bureau de la presse.



Le bureau de la presse. Le bureau de la presse. Le bureau de la presse.



Le bureau de la presse. Le bureau de la presse. Le bureau de la presse.



La P.B. - Les élus locaux et les Pouvoirs Publics se sont réunis pour la poursuite de la population paludière.

Nous, absolument pas. Dans les moments difficiles, aucun appui n'est venu, pas plus des élus que des Pouvoirs Publics. D'ailleurs tous les projets d'aménagement de la presqu'île vont à l'encontre des intérêts de la population locale. Il ne faut pas oublier que le marais est l'arrière pays de La Haute, que la vocation régionale est celle du tourisme de luxe, et que les projets, route, port de plaisance du Croisic, marais et juchés de diaboloblogie sont un coup porté à la survie de marais, donc à l'équilibre écologique de notre région.

La P.B. - Quel est l'avenir de la population locale ?
 Tir ignorant, l'ensemble de la population ne semble pas concernée par la gravité de nos problèmes. Pourtant certaines personnes se sont jointes à nous, ont formé un comité d'action et écrit une pétition.

La P.B. - Avez-vous des rapports avec les syndicats ?
 Nous en avons avec les sections syndicales des pêcheurs et ostréiculteurs pour contester les projets d'aménagement ci-dessus évoqués et aussi, avec la F.I.S.C.A. de La Laine-Atlantique, à laquelle nous sommes affiliés.

La P.B. - Devant vos problèmes, comment vous êtes-vous organisés et quel est le but du syndicat des paludiers ?
 Le Groupement s'est consacré aux problèmes de production et de commercialisation. Nous nous sommes rendus compte qu'il devenait nécessaire de former un syndicat de défense ayant pour objet : « Assurer la défense des paludiers et des marais salants de la presqu'île guérandaise et du bassin de Mesquer ».

La P.B. - Devient sans lattes contre une Z.A.C. ou une exploitation ?
 Il n'y a pas de Z.A.C. Les décisions sont prises unilatéralement et sans concertation. Des exploitations sont privilégiées pour favoriser l'implantation capitaliste.

La P.B. - Pouvez-vous qu'un service populaire marais serait capable de préserver le marais ?
 Une prise de conscience massive n'est jamais venue. Elle pourrait adosser ses missions du site, à la sauvegarde de nos marais. Il serait nécessaire que tous se rendent compte de leur importance vitale et que sans paludiers il n'y a plus de marais.

La P.B. - Combien vendez-vous le sel ?
 En 1968 le prix était de 180 F la tonne, en 1972, il était de 190 F. Nous espérons une amélioration sensible en 1973. De plus, les cachets ont augmenté dans des proportions considérables, le distributeur paie plus que le paludier.

Propos recueillis par la section de St-Nazaire.

Le Peuple Breton donne la parole AUX PALUDIERS GUERANDAIS

Question du "Peuple Breton" : Combien de paludiers vivent actuellement des marais salants ?
 R. — Le marais de Guérande fait vivre 270 paludiers, avec leur famille, on peut compter 1000 personnes. A ce chiffre, il faut ajouter 500 personnes vivant de la commercialisation et de l'industrialisation du sel. L'âge moyen des paludiers est de 47 ans, et malheureusement les jeunes ne veulent et ne peuvent travailler au marais. La solution d'agriculture qui nous est proposée nous semble aléatoire et instable, et ne peut en aucun cas régler les problèmes du marais. Les Pouvoirs Publics pour justifier leurs engagements ont créé au C.E.T. de Guérande une section agriculture qui compte 18 élèves dont 8 fils de paludiers.

La P.B. - Quelle est la situation présente actuelle ?
 Tout ce que nous pouvons tirer, il nous faudrait vendre 15000 tonnes par an. En 1972-73, nous avons vendu 13000 tonnes (dont 12000 alimentaires), car le Groupement des Producteurs de Sel de la presqu'île de Guérande, que nous avons créé en 1972, a amélioré l'équilibre de notre production. A ces difficultés, s'ajoute la concurrence du sel de Sicile - importation de 4 000 tonnes - que bloque l'équilibre normal des sels de Bretagne. Mais ceci n'est rien devant le « coup de grâce » que nous inflige la Société qui se propose de stocker à la criée municipale d'El (loyer annuel de 45 000 F.) du sel de

Hollande à raison de 25 tonnes de 1 000 tonnes chacun chaque année. Ce qui amènera 50 000 tonnes supplémentaires par an. Il est évident que le sel de Guérande ne pourra pas lutter dans la balance.

La P.B. - A qui appartient le marais ?
 410 propriétaires se partagent 20 000 hectares. Deux totalisent à eux seuls 1 000 hectares.
 Les Salles du Midi : 2 350 hectares, soit 11,2 %.
 Madame Bertrand : 1 000 hectares, soit 4,7 %.
 Mais, sur ces 410 propriétaires, il n'y a que 150 exploitants capitalistes.

En 1968 le prix était de 180 F la tonne, en 1972, il était de 190 F. Nous espérons une amélioration sensible en 1973. De plus, les cachets ont augmenté dans des proportions considérables, le distributeur paie plus que le paludier.

CLASSIQUE Votre disque à BREST :

disco

38, rue Jean-Jaures - BREST
 DISQUES BRETONS ET CELTIQUES

Radio - Télévision

RADIO - LA VOIX DE SON MAÎTRE

MONTAGE D'ANTENNES
 Individuelles & Collectives
 Dépannage toutes marques

Jean-François LE GUILLOU

38, rue du Maréchal Leclerc
 56 - VANNES
 TELEPHONE 68.58.87

« Miss Hékim » à Landerneau : LA HAUTE COUTURE... COTE DOUBLURE

Quelle petite bourgeoise parisienne s'achetant un pantalon « Pierre Cardin » ou « Ted Lapidus » sait-elle payer en riant un demi-mois de la sœur et parfois des larmes de l'épave landerneuvaise qui l'a fabriqué ? Sait-elle que ce pur produit de l'élégance parisienne sort d'un hangar minable de la rue du Calvaire, où l'unique essuie-mains est resté six mois sans être changé ?

Sait-elle quand elle se fait admirer dans une soirée mondaine, qu'à Landerneau une jeune fille n'aura même pas la force d'aller au cinéma parce que, si c'est l'été elle aura épuisé tout heures sous ces toiles rouillées, si c'est l'hiver elle y aura gelé, elle s'y sera usée les yeux faute d'empêcher sur sa machine — c'est peut-être elle qui un jour y a dû amener de chez elle une lampe de poche pour pouvoir faire son travail — et si elle n'est pas allée se voir, elle aura entendu les sarcasmes « bonne-soirée ! » puis les coups, « molasse, imbécille, conasse ! ».

Chez Miss Hékim, rue du Calvaire (1) à Landerneau, Madame Fellich veille au rendement.

La Haute-Couture a son envers, et du côté de la doublure qu'il n'est pas toujours très poli. Un but, vendre un produit cher en jouant sur la « grille », pour préserver la réputation, trouver une main-d'œuvre qui fera un travail soigné et profiter à fond des primes d'industrialisation.

La Bretagne fait à l'évidence l'affaire. Il reste à trouver un nom à faire river et c'est « Claude St Maurice » à Landerneau, c'est « Transocean » Olivier de Vartan — Miss Hékim — à Landerneau.

C'est « Famprix » Miss Hékim — à Landerneau.

Car enfin, voici une entreprise arrivée en 1963, qui bénéficie de toutes les attentions d'une municipalité peu habituée à cette manière raisonnée, la venue d'une usine, si petite si exiguë, plusieurs fois.

Mise à la disposition d'un local, patientes reportées, primes diverses, à la décentralisation, à la formation, à la création d'emplois. Le patron est aux anges — Le personnel est d'une grande compétence —, fait-on savoir à la presse.

Il n'empêche (et ça, ça n'est pas le patron, mais la C.F.D.T. qui le soutient) qu'il est honteusement sous-payé. 5,60 F au premier décembre dernier pour la quasi-totalité des trente-trois ouvrières : 1 000 F nets pour la « mise » payée.

Les conditions de travail battent ces records pas enviables. Un seul poêle chauffe le hangar, quand il fait vraiment trop froid, et que les doigts nous ne tiennent plus la cadence, on verse de l'alcool à brûler dans une bassine, on crache une allumette, et l'on s'écarte un moment.

de Madame Fellich ne semble pas sujet à caution. Il est toutefois possible de mettre un réveil dans l'atelier.

Un va même jusqu'à critiquer (légitimement...) la municipalité de Landerneau, qui a pourtant investi un nouveau terrain pour l'entreprise. Critique dans le mode soviétique qui semble décidément la « propre » de nos champions landerneuvs de la grille et de l'élégance française. S'agit-il d'installer dans les toilettes, une propreté hygiénique ? On goûtera la délicatesse de la réponse : « Dans l'état dans lequel se trouvent les installations sanitaires qui ont été mises neuves à notre disposition par la municipalité... »

Réponse — « Nous estimons cette allégresse injustifiée vis-à-vis de la direction... »

« Connaiss, imbécille, bonne à rien !... N'est-ce pas pour toi aussi qu'Occur Wilco arrivait au siècle dernier ? » nous fait travailler pour vivre, et ils nous donnent des salaires si misérables que nous périssons. Nous travaillons pour eux toute la journée, et ils ont des enfants déprimés avant l'heure, et le visage de celles que nous aimons devient dur et mauvais. C'est nous qui faisons les maris et c'est un autre qui boit le vin. C'est nous qui semons le blé et notre propre table est vide. Nous avons des chaînes, bien que nul d'elles ne les voit ; et nous sommes esclaves, bien qu'on nous appelle libres — ? »



La presse... devant l'usine.

À l'extérieur, devant la porte anonyme, une énorme flaque d'eau : ici, on l'appelle « la piscine » ! A l'intérieur, les cris, les engueulades, la peur personnelle et l'incertitude d'être mis à la porte dans une ville sans travail. Et ce rendement qu'il faut respecter, un œil sur la machine, un œil sur sa montre. Pas de perdure dans l'atelier. Les quinquardiens avec la surveillance au suet des heures différentes selon les montres. Et toute la progresse mequene d'un petit patron de choc provincial dans cette réponse : « La précarité de l'installation dans un local loué pour un temps limité ne justifie pas la mise en place d'une pendule électrique. Il faut se référer à une heure unique bien entendue, la montre

paillé, le terme « pouille hygiénique » prête à sourire... »

— ON FERME ! —

Cinq ans, et le vent tourne, les primes se font rares, les exonérations plus difficiles à obtenir, le citron est pratiquement pressé.

Alors on songe à rééditer l'opération ailleurs. On parle de plus en plus de fermeture (parfois en donnant des dates : 1 mois... 3 mois...)

La « personnel de grande compétence » est brutalement devenu stupide et inutilisable. En témoignage cette phrase de la direction, rapportée par Bernard Boudic, dans « Ouest-France » : « c'est difficile, avec des employés comme cela... On est bien obligé de leur donner le S.M.L.C. Mais certains n'en savent pas plus maintenant qu'à leurs débuts. Il faudrait pouvoir les dresser... »

« Silence ou ironie douteuse sont les réponses constantes aux revendications pourtant modérées des ouvrières de « Miss Hékim ».

Au premier rang du cahier de revendications, elles ont placé, elles ont soulevées, elles les suivantes.

Jean Guerguinit
 (Enquête, section de Landerneau)



COOPERATIVE D'EXPRESSION POPULAIRE

TOUTE L'ÉQUIPE DE NEVENO, Y COMPRIS LES CHANTEURS, TRAVAILLE MEUVEMENT.

DEJA PARUS :

Gérard DELABATÉ
 LA FARDONDOAINE 33 f
 PELLASSIER
 BEGINN I WILL GO* 32 f

PROCHAINEMENT :

Kirsten NODDES 45 f

DISQUES PARTICULIERS
 — Écrivez à NEVENO
 16, rue du Dr Le Str
 29210 - MORLAIX
 — Téléphonez au :
 88.14.95 à Morlaix

— Débrassage
 — Nivellement
 — Terrassement
 — Pelouses
 — Plantations
 — Murets - Dallages

PARCS et JARDINS
 Y. CARADEC
 PLOUGONVELIN
 89.30.13



APRES L'INCENDIE DE "CABASSE" QUEL AVENIR POUR LES OUVRIERS ?

A Brest dans la soirée du 7 mars 1974 un incendie s'est déclaré dans le bâtiment production de l'usine Cabasse, spécialisée dans la production de « chaînes haute fidélité ». Cette entreprise, une des premières à s'être installée à Brest dans le cadre de la décentralisation, comptait 192 employés au moment du sinistre. 34 d'entre eux ont retrouvé leur emploi, dans les locaux de l'usine relais de la zone industrielle, mais à la dégradation des patrons. Mais pour les autres, la situation n'est pas brillante et l'avenir est incertain.

SAUVER DE L'ARGENT A TOUT PRIX... POUR INVESTIR AILLEURS ?

Le socié de M. Cabasse dans cette affaire a été de débarrasser le moins possible, même si les travailleurs en font les frais. Aussi a-t-il commencé par évacuer le « cas de force majeure », procédure qui permet de ne pas payer d'indemnités de licenciement aux salariés. Cette procédure nécessite l'avis de l'inspecteur du travail, que M. Cabasse n'est bien sûr pas de demander. Pourquoi ? Parce que le « cas de force majeure » intervenant pour une entreprise n'est et n'est pas possible de reprise du travail, ce qui n'était pas le cas. D'autre part la venue des locaux de chez « Cabasse » suffit, à elle seule, à rendre inapplicable la condition « d'imprévisibilité » nécessaire, elle aussi, pour pouvoir invoquer le « cas de force majeure ».

Faits de ces arguments, les syndicats CGT et C.F.D.T. ont donc exigé de M. Cabasse qu'il dégage les employés ou que leur soient payées les indemnités de licenciement. D'autre part, que l'inspection du travail a dressé à Cabasse deux procès-verbaux pour non-déclaration de licenciement collectif et non-déclaration de licenciement des représentants du personnel.

Alex Cabasse rectifie le tir. Il met le personnel en chômage technique, ce qui lui permet de voir venir. Les salaires, évidemment, n'y trouvent pas leur compte, car les indemnités de chômage payées pendant seulement un mois ne sont pas grosses (432 F de l'heure pendant 15 jours et 175 F pendant les 15 autres jours). Et au bout du compte Cabasse s'enrichit, car il déclare à son personnel un « salaire de tout compte » et un certificat de travail à peu près inutile, évitant une seconde fois de percevoir le licenciement de son personnel et donc de lui payer les indemnités de licenciement auxquelles il a droit. Que de même coup il se a employés la possibilité de s'inscrire à l'Agence Nationale pour l'Emploi et de bénéficier des indemnités de chômage, cela importe peu à M. Cabasse.

UN CONFLIT SIGNIFICATIF A PLUS D'UN TITRE

• D'abord la direction, cherchant à ses obligations, baissant la législation sociale et se comportant en patronnisme qui, ayant largement reçu les salaires des collectivités locales et ayant réalisé des surprofits sur la base des travailleurs bretons, ne cherche que l'agacement d'inventer ailleurs.

• La justice et son hypocrisie. Ainsi le tribunal des référés qui a décerné acte à M. Cabasse « qu'il n'avait procédé à aucun licenciement dans son entreprise », sans apporter d'éléments sur la situation particulièrement délicate des travailleurs.

Librairie JEAN-JAURÈS à votre service
170, rue Jean-Jaurès - BREST

Syndicalisme

1^{re} conférence régionale



Quatre ans après sa création le Comité régional de la CGT a tenu, le 21 avril dernier à Quimper, sa première conférence plénière à laquelle participaient 20 délégués.

Les participants ont été en proie de nouvelles structures. Demain, une conférence régionale, composée des membres des commissions exécutives des unions départementales et des responsables régionaux des secteurs professionnels, se réunira, tous les deux ans. Le Comité régional se réunira au minimum deux fois par an. Il est composé du secrétaire et du trésorier, des secrétaires des unions départementales, des secrétaires professionnels, des secrétaires des commissions de travail.

Le renforcement des structures du Comité régional CGT répond à la nécessité d'intensifier les actions inter-départementales au niveau régional. Il agit également du souci de mieux coordonner les activités des Unions départementales.

Prochaines tentatives de suite que la Région de la CGT se propose que quatre départements bretons et laos à l'actuel des masses ouvrières de la LOIRE-ATLANTIQUE.

Au cours de son exposé, Marcel Fournier, secrétaire du Comité régional, a résumé dans ses fonctions, a rappelé les actions d'ampleur régionale menées par la CGT. Des actions qui « ont vu des aspects positifs non négligeables. Les implantations d'entreprises nouvelles, la familiarisation du réseau routier, sont le résultat de notre action » a déclaré Marcel Fournier. « Le maintien en état du réseau S.N.C.F. est également à notre crédit ».

• La municipalité bourgeoise de Brest, tirant aux patrons toute l'aide financière et technique nécessaire, sans exiger de garanties quant aux dettes et aux types d'emplois qui ne sont créés et en toute bonne conscience bourgeoise évoque la possibilité de faire un don du bureau d'aide sociale aux 64 ouvriers qui ne sont pas repris (1).

Patron pirate - justice de classe - municipalité bourgeoise - les travailleurs de chez Cabasse ont fait le tour de la question en un peu plus d'un mois.

Jean MAE

(1) Aux dernières nouvelles la municipalité avait décidé de suspendre toute aide à Cabasse.



LA GAUCHE UN ENFIN ?

Pompidou mourut le 2 avril. Notre Parti était alors à deux semaines de son Congrès, le rapport politique adopte le 3 mars, bouclé, renoué, distribué aux sections. D'un au 20 avril pas de Comité directeur prévu avant le Congrès.

Dès l'annonce de la vacance du pouvoir, les ambitions de la droite se sont manifestées chez Christian Delmas, ingénieur chez Edgar Faure. A gauche, une certaine sérénité est évidente et l'on s'achemine vers une probable candidature unique. Ce fait réjouit l'Union Démocratique Bretonne qui, depuis sa création, n'a cessé d'œuvrer pour l'union des forces politiques et qui a toujours fait passer ses tentatives électorales propres après l'unité de la gauche bretonne et hexagonale.

Les membres du Bureau central qui assument entre deux comités directeurs la direction du Parti déterminent assés la ligne de conduite à tenir au fur et à mesure des jours, la candidature unique de la gauche devient une réelle possibilité. Dès lors, le campagne électorale est lancée. L'UDB se prononcera solennellement à son XIX^e Congrès qui doit se tenir les 20 et 21 avril.

L'ACCELERATION

Mais entre la première semaine d'avril et notre congrès, les choses s'accroissent brusquement et deux faits nouveaux apparaissent.

Tout d'abord la dynamique unitaire de la gauche est beaucoup plus forte que prévu. Successivement la CFDT, le mouvement ouvrier — rejoint la CGT dans le soutien à François Mitterrand. Puis le PSU, à son tour, qui paye de quelques démissions son réalisme, se prononce pour le candidat unique des travailleurs. Dès lors, il devient plus difficile pour l'UDB d'attendre sans

POURQUOI MITTERRAND ?

La mort du Président Pompidou a brutalement ouvert dans l'Hexagone une crise politique grave. Pendant que la « majorité » actuelle se morose, sous l'effet des ambitions personnelles effrénées, la gauche se mobilise rapidement dans l'Union. Le dernier numéro du Peuple Breton était consacré à la mort de Pompidou. C'est pourquoi — à la surprise de certains de nos lecteurs qui achètent notre journal au plus fort de la bataille de la succession — il ne contenait aucune allusion aux élections. Tout au plus, la tribune libre que nous avons offerte à René Quémener, qui se porta ensuite comme candidat « écologiste » à la présidence, était-elle susceptible de conduire nos lecteurs à penser que nous soutiendrions cette candidature. Il n'en était rien et l'article qu'il s'agissait de nous faire connaître l'activité importante de l'UDB pendant les dernières semaines.

paraitre heurter. Dans les entreprises, nos camarades sont fréquemment interrogés sur le « silence » de l'UDB et certains font part de cette impatience au Bureau central.

Ensuite, les candidatures « marginales » se multiplient avec les risques de division et de confusion qu'elles entraînent. Et très vite, l'UDB est sollicitée de se prêter à ces opérations. Successivement le Mouvement fédéraliste contacte notre parti pour le soutenir à des candidatures « fédéralistes » ou « ethniques ». L'opération n'est pas nouvelle et aux dernières élections présidentielles, l'UDB avait refusé de se mêler aux préparatifs d'une candidature Haraud qui, cette fois, aboutit sans nous. D'autres contacts sont plus sérieux. Un groupe de nos tout nouveaux camarades du Parti Socialiste basque (P.S.B.) sollicite notre soutien, qui, eux aussi, veulent présenter Robert Laffont aux élections des électeurs.

Nous avons rapidement la satisfaction d'être suivis par des camarades socialistes basques et la rencontre de nos responsables mandataires à l'Abbaye de Bayonne allait permettre à cette union de se développer.

VERIS UNE DEMARCHE COMMUNE DES NATIONALITES

La candidature de Robert Laffont.

Dans ces conditions, il est de moins en moins possible d'attendre le Congrès de l'UDB. Appliquant les règles de notre parti, le Bureau central, en tant que directeur exceptionnel qui une seule section du Parti avait demandé — examina le 11 avril la situation politique. La décision est prise à la quasi-unanimité de repousser les offres marginales et de se rallier, dès le premier tour, à l'Union de la gauche. Ce faisant l'UDB reste fidèle à sa ligne de conduite de toujours qui lui veut l'existence de bien des travailleurs bretons. Il ne nous paraît pas que la « possibilité » (qui s'achève à l'avenir) de se servir des antennes officielles pour exposer partiellement nos revendications vaille qu'on courre le risque de diviser les travailleurs et de briser l'élan unitaire contre le pouvoir gauchiste centralisateur.

Dès le 12 avril, le service des Affaires extérieures de l'UDB diffusait le communiqué suivant :

« L'UDB ne doit pas céder devant les propositions de son adversaire et fera preuve sur la gauche pour qu'elle puisse rapidement une réforme régionale substantielle, que sur les plans politique, économique et culturel ».

(Suite page 10)

EN CAS DE VICTOIRE DE LA GAUCHE AUX PRÉSIDENTIELLES

Toutefois compte des réalités que ne manquera pas de voter la bourgeoisie l'U.D.B. offrira d'apparaître comme une force qui, par ses actions propres, pense comme un allié objectif de la droite.

L'UDB ne doit pas céder devant les propositions de son adversaire et fera preuve sur la gauche pour qu'elle puisse rapidement une réforme régionale substantielle, que sur les plans politique, économique et culturel ».

VERIS UNE DEMARCHE COMMUNE DES NATIONALITES

La candidature de Robert Laffont.

TEMPO

Claude DRATEL

Disques : Pop, Variétés, Jazz, Classiques - Importation directe (ÉCOUTE STÉREOPHONIQUE - ENTRÉE LIBRE)

14 rue Louis-Pasteur - BREST - Tél. 44-52-40

KABIGS, CARANS, MARINIERS, DUFFLE-COATS, VESTES 3/4, MANTEAUX, POUR DAMES, HOMMES & ENFANTS

GRANDE TAILLE A LA DEMANDE

BREIZH KABIGS

MAISON Y. LE MEUR

247, rue J. Jaurès - BREST

PRIX — QUALITÉ — CHOIX

Tél. 44-73-89

lire et Ecrire

20, rue Colonel-Maury - 56 - VANNES

Tél. 66.38.55

SPECIALISTE DES LIVRES BRETONS

CATALOGUES SUR DEMANDE - EXPÉDITIONS

BAR LE TRISKELL

Place Guéris - BREST

☎ 44.56.65

Ouverts à la pression

Le 11^e Congrès de l'U. B. à Locudy

POUR UNE BRETAGNE SOCIALISTE AVEC L'UNION DÉMOCRATIQUE BRETONNE

Le 1^{er} bureau politique

Le premier Bureau politique de l'Union démocratique bretonne, élu le 21 avril 1974 par le XI^e congrès du Parti se compose des camarades suivants :

- Doumer Yvon
- Grégoire Hervé
- Guégan Joël
- Guéguen Jean
- Ilvaux Yves
- Kerzovas Loïc
- Le Blouec Bernard
- Le God Alain
- Le Mée Jean-Louis
- Leprieux René
- Lhostis René
- Olivier Fonch
- Pellen Christian

Nos camarades Guéguen, Kerzovas, Le Blouec, Le God, Leprieux et Lhostis continuent à assumer les responsabilités, qui étaient les leurs l'an passé, des Affaires extérieures, de la propagande, de la Trésorerie, du « Peuple Breton » et des Affaires intérieures. Notre camarade Y. Doumer devient titulaire de la Trésorerie du Parti.

Le Bureau politique a tenu sa première réunion au soir du Congrès, en liaison avec notre Comité exécutif, pour répartir ces diverses responsabilités en son sein. Sa prochaine réunion est fixée au 26 mai.

Document des élections au Bureau politique

Rapport politique du Comité directeur sortant

On lira ci-dessous quelques extraits importants du bilan dressé par le Comité directeur sortant dans son rapport politique adopté au cours de la réunion du 3 mars à Locudy.

L'année politique écoulée (...) a été marquée par le développement et l'aggravation de la crise mondiale du capitalisme. Depuis plusieurs années déjà celui-ci connaît les difficultés qui sont traduites par exemple par la crise du système monétaire international. Au cours des derniers mois l'évolution en cours a atteint une dimension nouvelle avec la prétendue crise de l'énergie. (...) L'évolution interne du monde capitaliste avec le développement des conflits sociaux et l'apparition de problèmes nouveaux que le système ne peut résoudre (aménagement du territoire par exemple) contribue également à mettre aujourd'hui le capitalisme mondial en difficulté, comme il l'a déjà été à plusieurs reprises dans l'histoire.

On peut résumer la crise actuelle du capitalisme comme étant due à la fois à un refus grandissant de l'impérialisme par les peuples opprimés (...) et à une accentuation de la lutte des classes à l'intérieur des pays capitalistes, (...) les deux processus se renforçant mutuellement.

Face à cette situation l'impérialisme ne manque pas de réagir et l'on voit les Etats-Unis, chef de file du camp impérialiste affirmer chaque jour davantage leur rôle de gendarme du capitalisme mondial. La réaction prend parfois des formes extrêmement brutales comme au Chili ou l'oligarchie locale manipulée par la C.I.A. ou service des firmes « multinationales » américaines n'a pas hésité à jeter bas le masque de la légitimité bourgeoise, révélant ainsi ce que recouvre en réalité l'expression « monde libre ».

La prise en main grandissante par les Etats-Unis du camp impérialiste ne laisse plus à un rôle mineur aux bourgeoisies des autres pays capitalistes, ni à une activité. L'Etat français instrument d'une grande bourgeoisie encore distincte dans cette affaire une position originale. Le refus verbal ou réel de l'hégémonie américaine s'accompagne d'une nouvelle surenchère de propagande nationaliste, prière dans lequel la presse française même dite de gauche est tombée avec un bel ensemble. (...)

Dans l'imposée politique où il se trouve (...) actuellement le pouvoir ne peut que se durcir d'autant qu'il est menacé par la radicalisation des luttes à laquelle mènent toutes les contradictions évoquées plus haut.

Cette radicalisation est caractérisée par un effrètement du centrisme et un renforcement du partage entre la droite de plus en plus affirmée comme telle et la gauche de plus en plus unie et de plus en plus crédible. Cette radicalisation se traduit aussi par une accentuation des conflits sociaux qui sont de plus en plus durs comme Lip. De plus les peuples opprimés en Corse, en Bretagne, en Occitanie, au Pays Basque, etc., à des degrés divers prennent de plus en plus clairement conscience de leur situation même si beaucoup de chemin reste à faire en cette matière.

En Bretagne, cette prise de conscience progresse rapidement sur le plan culturel tandis que se multiplient les conflits sociaux de caractères particuliers : conflits longs et durs, dans des entreprises pirates pratiquant l'exploitation du sous-payé, conflits menés par des travailleurs souvent récemment professionnalisés et sans tradition de lutte syndicale, conflits qui souvent embrassent les organisations politiques et syndicales traditionnelles, conflits enfin qui posent souvent les problèmes à l'échelle de la Bretagne et qui visent à manifester la solidarité des travailleurs bretons en tant que tels. C'est aussi à l'échelle de la Bretagne que se posent de plus en plus souvent les problèmes des agriculteurs, condamnés à court terme par l'intégration capitaliste. Le développement de ces luttes fait que le pouvoir en place est menacé sur tous les fronts et réagit avec vigueur. (...) Dans cette situation la nécessité de la lutte politique responsable s'est faite au cours de l'année écoulée de plus en plus sentir et se fera sentir davantage à l'avenir. En Bretagne seule l'U.D.B. peut prendre en charge les luttes du peuple breton pour mener à la décolonisation de notre pays. Dans la situation politique tendue que nous connaissons actuellement le danger est grand de voir se développer des actions aventuristes irresponsables qui servent aussi de prétexte à la répression politique ou idéologique. On peut noter par exemple que l'attentat contre les installations de Roch-Trévidan a provoqué une campagne de chauvinisme « occidant » dans laquelle une partie de la gauche française a sombré comme à l'accoutumée.

La situation politique actuelle dans notre pays et dans le contexte hexagonal est mondiale ou du moins à notre parti d'importantes perspectives politiques mais plus que jamais la vigilance s'impose. (...)

Le bilan sur le plan extérieur.

Relations avec la Gauche française. Au cours de l'année, nous avons constaté des positions variables des organisations de la gauche française par rapport à nous. Quelle que soit la position de la gauche, nous sommes une organisation dont il faut tenir compte et dont le crédit grandit. (...)

Conflits sociaux.

Cette année a été marquée par de nombreux conflits sur le plan breton : Casco Sud, Guillard et Magnat ; Lanneven ; Doux ; Raffinette de Brest ; Saumons de Landrévarc'h, etc.

Dans la plupart des cas, le Parti a fonctionné de façon rapide et efficace. De plus, cette année, nous avons vu l'initiative à plusieurs reprises d'une action autonome et qui s'est avérée payante. D'autre part, le journal de notre analyse s'est véritablement développé, tout particulièrement dans l'effort de la Raffinette de Brest et dans celle des saumons de Landrévarc'h.

Centrales.

Les centrales ont été l'occasion d'intensifier notre propagande. A cette occasion, l'audience de l'U.D.B. a augmenté (3 candidats ont obtenu plus de 5 %). De plus, nous avons joué un rôle décisif dans l'élimination de Lombard à Brest. (...) La succession des élections législatives et cantonales, et la mauvaise préparation financière de ces dernières, a cette année lassé la capacité financière du parti.

Relations internationales.

Sur le plan international, nous la diversification et l'augmentation de nos contacts internationaux et la remarquable convergence de vue entre le Mouvement Républicain Irlandais, l'Union du Peuple Gallois et l'U.D.B., concrétisée par la sortie d'un Texte Commun. (...)

Ce rapport a été adopté au Congrès de Locudy 2 à une très large majorité au cours de la séance du samedi 20 avril en après-midi.

DES DECISIONS

En propagande

Dans le domaine de la propagande, le Congrès de Locudy 2 a été marqué par la volonté de développer essentiellement nos activités sur ce point. L'initiative de la Bretagne sera un thème majeur de nos efforts concernant la Loire-Atlantique. Nos actions de propagande se multiplieront, en 1974-1975 sur tous les points.

En trésorerie

En matière de trésorerie, le Congrès a adopté d'importantes décisions qui assureront une activité financière autonome des sections. Nous disposons d'une aide extérieure, l'U.D.B. doit supporter seule le poids de sa croissance. Tout en conservant une solide organisation, le Parti s'efforcera de ne pas trop dépendre pour son propre fonctionnement interne. Le gros des dépenses n'est pas, comme d'habitude, le d'impôt, provoqué par la bureaucratie (à titre d'exemple, les frais de bureau de l'Union du P.B. pour un an s'élevaient à 500 F alors que le budget annuel de notre publication a été fixé à plus de 12.000 F !)

En affaires intérieures

Les affaires intérieures doivent cette année poursuivre l'effort de création de nouvelles sections et l'implantation du Parti, notamment en Haute-Bretagne. Ce point aura aussi la charge importante de suivre de près les efforts de formation qui ont été décidés dans le Parti. Il s'agit d'efforts d'assurer plus solidement notre croissance en homogénéisant et en amplifiant la formation théorique et pratique de tous nos camarades.

En affaires extérieures

Au double des Affaires extérieures, une double direction de travail a été retenue : poursuite de nos efforts internationaux conjoints de succès cette année avec la charte de Brest, et développement de ces actions en direction des peuples frères de l'Hexagone. Dans le domaine social, le Congrès a décidé de ne pas modifier notre ligne actuelle, qui privilégie la recherche active de l'unité d'action avec les forces démocratiques et les organisations de travailleurs et qui écarte les actions conjuguées avec des groupes gauchistes à une prudence critique mais non négative.

Les délégations étrangères

A l'occasion de son Congrès, l'U.D.B. a reçu des messages de sympathie et d'encouragement du Rassemblement Démocratique (Rassemblement de Salazar), du Partit Corsu pe P Socialisim (Parti Corse pour le Socialisme), de Tomas Mac Giolla, président du Sinn Féin (Irlande) par lettre autographe, de la Cymdeithas yr Iaith Gymraeg (Société pour la langue galloise), de Nova Germania (autonomistes catalans des pays Valenciens d'Espagne). Par ailleurs leurs étaient présents à la tribune des camarades mandatés de l'Union do Povo Galego (Union du peuple gallois) d'Herriko Alderdi Sozialista (Parti Socialiste Basque), du Movement Républicain Irlandais, de Lutte Occitane, de Cymru Goch (Pays de Galles rouge). On trouvera ci-dessous quelques messages de leurs interventions qui furent chaleureusement applaudies par les militants de l'U.D.B.

DU REPRESENTANT DE L'UNION DO POVO GALEGO (Galles)

Sur le plan de la lutte internationale, la Charte de Brest du 2 février 74, signed par l'U.D.B. et le P.R.M. sur le combat anticolonialiste en Europe Occidentale, est le point de départ pour l'établissement de liens européens, d'une stratégie de lutte anticolonialiste et anti-impérialiste. Cette union de nos organisations, non seulement au niveau de la solidarité théorique, mais surtout au niveau de la solidarité pratique, et du développement de toutes communes, est un fait que nous considérons comme jugable et primordial pour le succès de notre combat. Ceci est d'autant plus important, qu'aujourd'hui, l'oppression du colonialisme des Etats impérialistes, n'est plus l'arme comme avant mais a été en grande partie, remplacée par les sociétés multinationales. Comme preuve de la nécessité de notre union dans la lutte, nous citer la dernière grève qui a eu lieu en mars à la Corogne, dans la société « Seat », dépendante du groupe Ericsson, grève similaire à celle que nous, camarades bretons, avez menée fin 1973, à Brest. Tout au long de cette grève en Galice, les situations à la grève de Brest, ont été permanentes, au niveau de l'agitation et de l'analyse du fait de l'exploitation des travailleurs de nos peuples par une même société, en l'occurrence, le groupe Ericsson. (...)

DU REPRESENTANT DE CYMRU GOCH (Pays de Galles)

Il nous faut nous organiser sur le terrain que nous connaissons le mieux, c'est-à-dire notre propre pays, afin de mieux remplir notre devoir fraternel envers les peuples opprimés du monde entier. Les problèmes qui se posent à nous sont les mêmes : le sous-développement économique, le chômage, l'émigration forcée, les exigences militaires et touristiques des Etats qui nous écrasent au nom du progrès. La solidarité internationale entre les mouvements socialistes de libération peut ainsi un rôle essentiel dans la lutte contre l'oppression. C'est au moyen de l'échange des idées, des analyses, et de l'aide mutuelle à tous les niveaux, tant intellectuel que pratique, que nous vaincrons l'ennemi commun. Ainsi, Cymru Goch voudrait montrer sa solidarité avec les peuples opprimés du monde entier en accordant son soutien à la Charte commune qu'est signée l'U.D.B., l'U.P.F. et le Sinn Féin officiel le 3 février 1974.

DU REPRESENTANT DE L'IRISH REPUBLICAN MOVEMENT (Irlande)

Le Mouvement Républicain Irlandais, avec le Comité Franco-Irlandais saluent le travail énorme accompli par nos camarades de l'Union Démocratique Bretonne, et leurs succès dans la lutte pour l'émancipation du peuple breton. Il y a dix ans, quand l'U.D.B. était à ses débuts comme force politique et que le M.R.I. se regroupait après quarante années d'exil, un des objectifs prioritaires, était de faire connaître à nos frères bretons, que la lutte qu'il leur fallait mener, pour une meilleure vie, était indissociable de la lutte qu'il leur fallait mener en leur pays, pour établir leur identité, au tant que peuple.

Aujourd'hui, après l'expérience de dix ans de lutte, après le Joint Front, la grève des producteurs de lait en Bretagne, après l'Aden, après Saïgon, et en Irlande, la nouvelle lutte des petits paysans en déshérence de leur terres, la détermination des milliers de Britanniques, après les dix ans de l'opération haroïque des travailleurs et des chômeurs de Belfast, de Henry, et de Gerry face à l'Etat qui s'est mis à l'œuvre, l'oppression ainsi devant nous rendre compte que notre combat, notre conscience d'une identité, longtemps oubliée et méprisée, est en train de resurgir.

DU REPRESENTANT DE L'IRISH REPUBLICAN MOVEMENT (Irlande)

Dans son intervention, le camarade occidant insiste surtout sur l'importance d'ouvrir un nouveau front de lutte, les luttes culturelles, en brisant l'état de la culture bourgeoise et en lui opposant le système des valeurs de nos cultures populaires respectives.

DU REPRESENTANT DE L'UNION DO POVO GALEGO (Galles)

Sur le plan de la lutte internationale, la Charte de Brest du 2 février 74, signed par l'U.D.B. et le P.R.M. sur le combat anticolonialiste en Europe Occidentale, est le point de départ pour l'établissement de liens européens, d'une stratégie de lutte anticolonialiste et anti-impérialiste. Cette union de nos organisations, non seulement au niveau de la solidarité théorique, mais surtout au niveau de la solidarité pratique, et du développement de toutes communes, est un fait que nous considérons comme jugable et primordial pour le succès de notre combat. Ceci est d'autant plus important, qu'aujourd'hui, l'oppression du colonialisme des Etats impérialistes, n'est plus l'arme comme avant mais a été en grande partie, remplacée par les sociétés multinationales. Comme preuve de la nécessité de notre union dans la lutte, nous citer la dernière grève qui a eu lieu en mars à la Corogne, dans la société « Seat », dépendante du groupe Ericsson, grève similaire à celle que nous, camarades bretons, avez menée fin 1973, à Brest. Tout au long de cette grève en Galice, les situations à la grève de Brest, ont été permanentes, au niveau de l'agitation et de l'analyse du fait de l'exploitation des travailleurs de nos peuples par une même société, en l'occurrence, le groupe Ericsson. (...)

DU REPRESENTANT DE CYMRU GOCH (Pays de Galles)

Il nous faut nous organiser sur le terrain que nous connaissons le mieux, c'est-à-dire notre propre pays, afin de mieux remplir notre devoir fraternel envers les peuples opprimés du monde entier. Les problèmes qui se posent à nous sont les mêmes : le sous-développement économique, le chômage, l'émigration forcée, les exigences militaires et touristiques des Etats qui nous écrasent au nom du progrès. La solidarité internationale entre les mouvements socialistes de libération peut ainsi un rôle essentiel dans la lutte contre l'oppression. C'est au moyen de l'échange des idées, des analyses, et de l'aide mutuelle à tous les niveaux, tant intellectuel que pratique, que nous vaincrons l'ennemi commun. Ainsi, Cymru Goch voudrait montrer sa solidarité avec les peuples opprimés du monde entier en accordant son soutien à la Charte commune qu'est signée l'U.D.B., l'U.P.F. et le Sinn Féin officiel le 3 février 1974.

DU REPRESENTANT DE L'IRISH REPUBLICAN MOVEMENT (Irlande)

Le Mouvement Républicain Irlandais, avec le Comité Franco-Irlandais saluent le travail énorme accompli par nos camarades de l'Union Démocratique Bretonne, et leurs succès dans la lutte pour l'émancipation du peuple breton. Il y a dix ans, quand l'U.D.B. était à ses débuts comme force politique et que le M.R.I. se regroupait après quarante années d'exil, un des objectifs prioritaires, était de faire connaître à nos frères bretons, que la lutte qu'il leur fallait mener, pour une meilleure vie, était indissociable de la lutte qu'il leur fallait mener en leur pays, pour établir leur identité, au tant que peuple.

Aujourd'hui, après l'expérience de dix ans de lutte, après le Joint Front, la grève des producteurs de lait en Bretagne, après l'Aden, après Saïgon, et en Irlande, la nouvelle lutte des petits paysans en déshérence de leur terres, la détermination des milliers de Britanniques, après les dix ans de l'opération haroïque des travailleurs et des chômeurs de Belfast, de Henry, et de Gerry face à l'Etat qui s'est mis à l'œuvre, l'oppression ainsi devant nous rendre compte que notre combat, notre conscience d'une identité, longtemps oubliée et méprisée, est en train de resurgir.

LUTTE OCCITANE (Occitanie)

Dans son intervention, le camarade occidant insiste surtout sur l'importance d'ouvrir un nouveau front de lutte, les luttes culturelles, en brisant l'état de la culture bourgeoise et en lui opposant le système des valeurs de nos cultures populaires respectives.

MECANIQUE - TOLERIE
PEINTURE
Garage Le Velly Frères
11, Rue Lakanal
29200 BREST

Logo of the Breton Workers' Union (U.D.B.) with the text: « MORTROUZEL » and « A ZOU GUINNESS DEUZ AR VARRIKERZ ».

POURQUOI MITTERRAND ?

SUITE DE LA PAGE 7

Des discussions de Lodiard ont rapidement le ton d'une plate-forme commune à présenter collectivement aux responsables de la campagne de François Mitterrand avec qui un rendez-vous était pris le 24 avril à 17 heures à la Tour Montparnasse.

« Cette rencontre, notre responsable des affaires extérieures de l'U.D.B. José Cadogan, accompagné de délégués du H.A.S. de Lutte ouvrière, du P.P.C. (Parti du peuple corse) et du P.C.P. (Parti corse pour le progrès), fut reçu par le Penseur, député du Finistère, Adrien, député de Corse et Tadjel, responsable au P.S. des problèmes minoritaires.

● Paris, où se réalisent une Assemblée nationale et un congrès
● Paris où se tiennent une

BRETAGNE SOCIALISTE

MITTERRAND

UNION DEMOCRATIQUE BRETONNE

U.D.B.

Après un français le leader à Mitterrand

La discussion fut franche, exempte de toute démagogie. Si la totalité des revendications présentées ne furent pas acceptées, plusieurs points positifs qui furent soulignés par le responsable U.D.B. et d'autre fait que le P.S. initié sur l'aspect évolutif de ses positions et l'importance de nouveaux dialogues qu'ils ont vus les résultats de l'élection présidentielle.

En ce qui concerne les problèmes culturels, la réalisation de la typographie originale est selon les socialistes, « une décision qui devra être prise à l'échelle de l'Assemblée régionale ».

De même a été promise la mise à l'ordre du jour de la prochaine session parlementaire du projet de loi Le Penec : ce projet qui a été déposé en mars sur le bureau de l'Assemblée Nationale, prévoit l'enseignement des civilisations régionales et des langues « minoritaires » à tous les degrés de l'enseignement ; la formation de maîtres chargés de cet enseignement ; la mise en place de collèges de la culture régionale équipés pour la tenue de stages d'études régionales ; la création de conseils académiques et de services d'animation de l'enseignement régional.

Il prévoit l'encouragement par les services de l'Etat et des collectivités locales et régionales de l'utilisation des ressources offertes par les langues et cultures dans les différents secteurs de l'éducation permanente ; la création de bureaux d'extension populaire, théâtre, production cinématographique, musées, etc.

En ce qui concerne les problèmes économiques, les délégués ont émis



la forme sans cesse affinée d'une pensée et d'un art collectif. Nos mandataires, nos champions populaires n'ont pas atteint une certaine perfection parce qu'ils ont des regrets par d'autres hommes ?

« Presoûle à vendre », c'est la lutte désespérée des artisans et des agriculteurs de la région entre la Bretagne et l'Occitanie. Une faune composite de marchands, de politiciens et de « maraîchers » les harcèle depuis plus de 80 ans, sur les échecs de leur suppléants bourgeois et parisiens. Aucun coup d'œil n'est égaré aux réparateurs de la terre et du sol, ils réalisent par l'amarrage, le sacage, le séil, l'éclatement, c'est le véritable défilé des plus faibles auver.

Il ne s'agit pas d'une intrigue, mais l'histoire longue et d'oppression, les luttes le fondement de la école, la sélection professionnelle, l'empire de la loi dans la famille, la réhabilitation de l'usine, la visite des marais par des touristes stupides, le massacre des usagers, la fièvre au sol, etc.

Dans l'état actuel de la pièce, certains loupes ont à regretter le bon-mémoire de la télévision, la grand jeu de la télévision. On aurait aimé plus de soin dans la bromatation des changements. Il est toujours pas en progrès, guérandeuse. Les ans sont médiateurs parfois. Quelques moments de plaisir, quelques expressions, le présent. D'autres sentent l'impasse intellectuelle de l'après-guerre. Une plus grande recherche dans la stylisation des costumes serait souhaitable également. Ne voir, bien entendu, dans ce remarque, que desl'art d'augmenter le valeur de cette œuvre courtoise.

Mais quelle force dans la dévotion des exploitants par la grand conseil des dynamiseurs ? Quelle justice caritative dans la scène du Ministre distribuer les vœux suivants sur lesquels l'accord semble établi : autonomie budgétaire des assemblées régionales et transfert de faculté à leur profit ; mise en place d'instances régionales de planification ; préservation de l'emploi sur place ; plus grâce à une politique de création d'unités industrielles et commerciales ; intégration tous les moments de production ; reorientation démocratique de la politique touristique au moyen d'offices du tourisme contrôlés par les assemblées régionales.

De même en matière de justice amnistie totale pour les faits et les militants condamnés ; abrogation du décret de 1933 réprimant les mouvements minoritaires ; au Pays basque, arrêt des expulsions arbitraires et instauration d'un statut pour les réfugiés politiques basques.

Du bonapartisme de gauche, au « droit à la différence », on mesure le chemin parcouru depuis quelques années par le mouvement ouvrier français. Nous accusera-t-on de complaisance si nous pensons que l'U.D.B. y est pour quelque chose ?

Le projet de loi présenté le 28 novembre n'avait pas la prétention de résoudre de manière technocratique à partir de Paris. Il devra être étudié sur place et défini par une nouvelle loi. Le nombre et les limites des chefs-lieux de régions seront définis par la loi après consultation des assemblées régionales existantes et des conseils généraux.

Par ailleurs, nos camarades obtiennent l'assurance que ces points d'accord ne resteront pas au niveau des appareils et que le candidat commun de la gauche ferait publiquement en Bretagne et en Corse des déclarations « beaucoup plus avancées » que celles faites jusqu'ici par les candidats de gauche au sujet des « minorités » nationales.

EVIT BREIZH SOCIALIST al labourerien a voto MITTERRAND

U.D.B.

Carton en Breton pour Mitterrand.

En ce qui concerne les problèmes économiques, les délégués ont émis

leur forme sans cesse affinée d'une pensée et d'un art collectif. Nos mandataires, nos champions populaires n'ont pas atteint une certaine perfection parce qu'ils ont des regrets par d'autres hommes ?

« Presoûle à vendre », c'est la lutte désespérée des artisans et des agriculteurs de la région entre la Bretagne et l'Occitanie. Une faune composite de marchands, de politiciens et de « maraîchers » les harcèle depuis plus de 80 ans, sur les échecs de leur suppléants bourgeois et parisiens. Aucun coup d'œil n'est égaré aux réparateurs de la terre et du sol, ils réalisent par l'amarrage, le sacage, le séil, l'éclatement, c'est le véritable défilé des plus faibles auver.

Il ne s'agit pas d'une intrigue, mais l'histoire longue et d'oppression, les luttes le fondement de la école, la sélection professionnelle, l'empire de la loi dans la famille, la réhabilitation de l'usine, la visite des marais par des touristes stupides, le massacre des usagers, la fièvre au sol, etc.

Dans l'état actuel de la pièce, certains loupes ont à regretter le bon-mémoire de la télévision, la grand jeu de la télévision. On aurait aimé plus de soin dans la bromatation des changements. Il est toujours pas en progrès, guérandeuse. Les ans sont médiateurs parfois. Quelques moments de plaisir, quelques expressions, le présent. D'autres sentent l'impasse intellectuelle de l'après-guerre. Une plus grande recherche dans la stylisation des costumes serait souhaitable également. Ne voir, bien entendu, dans ce remarque, que desl'art d'augmenter le valeur de cette œuvre courtoise.

Mais quelle force dans la dévotion des exploitants par la grand conseil des dynamiseurs ? Quelle justice caritative dans la scène du Ministre distribuer les vœux suivants sur lesquels l'accord semble établi : autonomie budgétaire des assemblées régionales et transfert de faculté à leur profit ; mise en place d'instances régionales de planification ; préservation de l'emploi sur place ; plus grâce à une politique de création d'unités industrielles et commerciales ; intégration tous les moments de production ; reorientation démocratique de la politique touristique au moyen d'offices du tourisme contrôlés par les assemblées régionales.

De même en matière de justice amnistie totale pour les faits et les militants condamnés ; abrogation du décret de 1933 réprimant les mouvements minoritaires ; au Pays basque, arrêt des expulsions arbitraires et instauration d'un statut pour les réfugiés politiques basques.

Du bonapartisme de gauche, au « droit à la différence », on mesure le chemin parcouru depuis quelques années par le mouvement ouvrier français. Nous accusera-t-on de complaisance si nous pensons que l'U.D.B. y est pour quelque chose ?

Le projet de loi présenté le 28 novembre n'avait pas la prétention de résoudre de manière technocratique à partir de Paris. Il devra être étudié sur place et défini par une nouvelle loi. Le nombre et les limites des chefs-lieux de régions seront définis par la loi après consultation des assemblées régionales existantes et des conseils généraux.

Par ailleurs, nos camarades obtiennent l'assurance que ces points d'accord ne resteront pas au niveau des appareils et que le candidat commun de la gauche ferait publiquement en Bretagne et en Corse des déclarations « beaucoup plus avancées » que celles faites jusqu'ici par les candidats de gauche au sujet des « minorités » nationales.

Le projet de loi présenté le 28 novembre n'avait pas la prétention de résoudre de manière technocratique à partir de Paris. Il devra être étudié sur place et défini par une nouvelle loi. Le nombre et les limites des chefs-lieux de régions seront définis par la loi après consultation des assemblées régionales existantes et des conseils généraux.

Par ailleurs, nos camarades obtiennent l'assurance que ces points d'accord ne resteront pas au niveau des appareils et que le candidat commun de la gauche ferait publiquement en Bretagne et en Corse des déclarations « beaucoup plus avancées » que celles faites jusqu'ici par les candidats de gauche au sujet des « minorités » nationales.

BREIZH-BAR

Grèperie

PLOUDALMEZEAU

BAR ECOSSAIS

BAR d'AMBIANCE

CHOUCHEN GUINNESS

243, rue Jean-Jaures - BREST

leur forme sans cesse affinée d'une pensée et d'un art collectif. Nos mandataires, nos champions populaires n'ont pas atteint une certaine perfection parce qu'ils ont des regrets par d'autres hommes ?

« Presoûle à vendre », c'est la lutte désespérée des artisans et des agriculteurs de la région entre la Bretagne et l'Occitanie. Une faune composite de marchands, de politiciens et de « maraîchers » les harcèle depuis plus de 80 ans, sur les échecs de leur suppléants bourgeois et parisiens. Aucun coup d'œil n'est égaré aux réparateurs de la terre et du sol, ils réalisent par l'amarrage, le sacage, le séil, l'éclatement, c'est le véritable défilé des plus faibles auver.

Il ne s'agit pas d'une intrigue, mais l'histoire longue et d'oppression, les luttes le fondement de la école, la sélection professionnelle, l'empire de la loi dans la famille, la réhabilitation de l'usine, la visite des marais par des touristes stupides, le massacre des usagers, la fièvre au sol, etc.

Dans l'état actuel de la pièce, certains loupes ont à regretter le bon-mémoire de la télévision, la grand jeu de la télévision. On aurait aimé plus de soin dans la bromatation des changements. Il est toujours pas en progrès, guérandeuse. Les ans sont médiateurs parfois. Quelques moments de plaisir, quelques expressions, le présent. D'autres sentent l'impasse intellectuelle de l'après-guerre. Une plus grande recherche dans la stylisation des costumes serait souhaitable également. Ne voir, bien entendu, dans ce remarque, que desl'art d'augmenter le valeur de cette œuvre courtoise.

Mais quelle force dans la dévotion des exploitants par la grand conseil des dynamiseurs ? Quelle justice caritative dans la scène du Ministre distribuer les vœux suivants sur lesquels l'accord semble établi : autonomie budgétaire des assemblées régionales et transfert de faculté à leur profit ; mise en place d'instances régionales de planification ; préservation de l'emploi sur place ; plus grâce à une politique de création d'unités industrielles et commerciales ; intégration tous les moments de production ; reorientation démocratique de la politique touristique au moyen d'offices du tourisme contrôlés par les assemblées régionales.

De même en matière de justice amnistie totale pour les faits et les militants condamnés ; abrogation du décret de 1933 réprimant les mouvements minoritaires ; au Pays basque, arrêt des expulsions arbitraires et instauration d'un statut pour les réfugiés politiques basques.

Du bonapartisme de gauche, au « droit à la différence », on mesure le chemin parcouru depuis quelques années par le mouvement ouvrier français. Nous accusera-t-on de complaisance si nous pensons que l'U.D.B. y est pour quelque chose ?

Le projet de loi présenté le 28 novembre n'avait pas la prétention de résoudre de manière technocratique à partir de Paris. Il devra être étudié sur place et défini par une nouvelle loi. Le nombre et les limites des chefs-lieux de régions seront définis par la loi après consultation des assemblées régionales existantes et des conseils généraux.

Par ailleurs, nos camarades obtiennent l'assurance que ces points d'accord ne resteront pas au niveau des appareils et que le candidat commun de la gauche ferait publiquement en Bretagne et en Corse des déclarations « beaucoup plus avancées » que celles faites jusqu'ici par les candidats de gauche au sujet des « minorités » nationales.

Le projet de loi présenté le 28 novembre n'avait pas la prétention de résoudre de manière technocratique à partir de Paris. Il devra être étudié sur place et défini par une nouvelle loi. Le nombre et les limites des chefs-lieux de régions seront définis par la loi après consultation des assemblées régionales existantes et des conseils généraux.

Par ailleurs, nos camarades obtiennent l'assurance que ces points d'accord ne resteront pas au niveau des appareils et que le candidat commun de la gauche ferait publiquement en Bretagne et en Corse des déclarations « beaucoup plus avancées » que celles faites jusqu'ici par les candidats de gauche au sujet des « minorités » nationales.

BREIZH-BAR

Grèperie

PLOUDALMEZEAU

BAR ECOSSAIS

BAR d'AMBIANCE

CHOUCHEN GUINNESS

243, rue Jean-Jaures - BREST

LE PROBLEME BRETON DE BREST A NANTES

Chronique réalisée avec la collaboration de moi-ci des sections U.D.B. de Brest-Centre, Lorient et Nantes-Dan-Herbin.

FINISTERE

BREST :
SUPPRESSIONS DE POSTES AU LYCEE DE SAINT-MARC.

Les parents d'élèves (Carnec) du lycée et du C.E.S. de St-Marc protestent énergiquement contre la dégradation continue des conditions de travail et d'étude des professeurs et des élèves.

En effet, il est prévu, pour la rentrée 1974, la suppression à St-Marc de deux postes d'adjoints d'enseignement et de six postes de cinq autres postes. Un goulottement des effectifs d'élèves par classe en résulte, alors que ces effectifs sont déjà trop importants, déclinent le bureau du Conseil des Parents d'élèves. Ainsi se poursuit multiformement avec la complicité active des autorités régionales (qui « profitent de l'enseignement ») la politique de « restructuration » de l'école, ce qui veut dire la diminution des engagements de l'Etat pour le service scolaire, au détriment de la qualité de l'enseignement dispensé.

MOR - BIHAN

LA CAISSE D'EPARGNE

LORIENT :
LA CAISSE D'EPARGNE CONNAIT SA PREMIERE GREVE DEPUIS 1874.

Alors que le personnel de la Caisse d'Épargne de Lorient tentait de mettre en place une section syndicale pour contrôler les abus de la gestion du Directeur, celui-ci a licencié 10 des employés à l'origine de cette création, sous le prétexte d'insuffisance professionnelle.

Cette fois-ci le coup a débordé et le personnel initié par les méthodes directrices, a été mis en greve dans sa quasi-totalité, cadres y compris, pour exiger la réintégration de leur collègue.

Lorsque le personnel a voulu rencontrer le Conseil d'Administration de la Caisse, celui-ci s'y est refusé, entraînant donc de fait la décision du Directeur. Surprenant ? Non. Car il faut dire que les membres du Conseil d'Administration sont choisis et que leur recrutement se fait principalement au cours des réunions du Lion's Club ou du Rotary Club ; membres des professions libérales, négociants, industriels, officiers de la Marine d'Etat et anciens responsables d'organismes financiers s'y retrouvent. Et bien entendu on n'y trouve aucun représentant des petits épargnants qui sont pourtant les principaux intéressés à la bonne gestion de la Caisse.

Face à ce mépris, tant à l'égard du personnel que des déposants, les employés font preuve de cohésion et réclament avec insistance que l'on mette fin à ce conflit causé par un abus de pouvoir.

30 marques de bière

GUINNESS-Pression

CHEZ HENRI

Hot-Dogs
Croque-Monsieur

5, rue Colbert - LORIENT

ILLE - ET - VILAINE

RENNES :
LUTTES POPULAIRES DANS LA Z.U.P.

A Rennes, la Z.U.P. de Villejean-Maitrot est une vraie ville de 5 000 logements, dont la moitié en H.L.M.

Récemment à l'appel de l'Association populaire des familles et de l'Association des Résidents de Villejean, les locataires ont décidé de faire une grève massive contre la hausse des notes de chauffage et d'eau chaude. La mobilisation des habitants a été exceptionnelle : plus de 600 personnes assistant à l'Assemblée générale qui a dénoncé les accords que le municipalité bretonne, Cotte société est d'ailleurs une filiale du gros trust « Compagnie Générale de Chauffage ». Ainsi ne pourrait pas dans le cadre de la vie quotidienne, l'exploitation capitaliste éternelle. Dans une société fondée sur le profit, tout est bon pour « faire de l'argent », même la vie de tous les jours, le confort et le repos. Mais la détermination des Rennais obligera sans doute la S.O.B.R.E.C. à limiter son appétit. Au moins gouvernemental - à partir du 15 avril arrêt du chauffage - les résidents de Villejean ont répondu par le mot d'ordre : « à partir du 20 mai, arrêt du profit ».

LOIRE - ATLANTIQUE

SAINT-HERBLAIN :
HAUSSE DU COUT DE LA VIE URBAINE.

Cent millions de bénéfices sont réalisés par une société privée, la N.A.D.C., pour chauffer la Z.U.P. C'est à l'année dernière. Cette année, les habitants de la Z.U.P. ont vu leurs charges augmenter considérablement. Un comité de défense a été constitué, des tracts distribués, des manifestations organisées.

Par ailleurs, à l'appel des organisations de Gauche, dont notre Parti, la population a été invitée à protester contre l'augmentation de la cote mobilière (27 % en 1973). Quand on sait que l'Etat embaïse 85 % des impôts des locaux, alors que les communes reçoivent 50 % des équipements, on ne peut accepter la passivité de la municipalité conservatrice qui fait payer la note aux contribuables.

COTES - DU - NORD

SAINT-BRIEUC :
UNION DES FORCES POPULAIRES BRETONNES.

Avant l'ouverture de la campagne électorale commune, provoquée par le décès de Pompidou, l'ensemble des forces bretonnes de gauche s'étaient réunies à Saint-Brieuc pour discuter d'une union plus étroite en face de la politique du pouvoir.

Se sont ainsi rassemblés, en mars 1974, l'U.D.B., le P.S.U., le P.C.F., le P.S., la C.C.T. et le F.E.N. Ces organisations ont souligné que la crise actuelle du capitalisme aggrave la concentration capitaliste dont la Bretagne a toujours été la victime. Dans un pays aux bas-salaires, au très-emploi chronique malgré les promesses gouvernementales, cet effort unanime témoigne que les travailleurs bretons entendent riposter à la politique U.D.R. en Bretagne.

Restaurant-Grèperie 33 MOIS

Chouchenn-Cidre-Guinness pression

30 Rue Delambre - PARIS 14^e - Maison d'ouvriers

Peuples opprimés

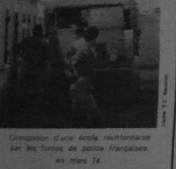
PALESTINE

La Résistance palestinienne réunie en congrès national à Damas, a défini la nouvelle phase de ses actions dans le combat de libération nationale. « Le combat déterminé en vue de chasser les Arabistes du territoire palestinien occupé en 1967 et d'espérer le régime israélien de rétablir le droit à son territoire... »

Pendant ce temps, poursuivent leur politique expansionniste, les autorités israéliennes continuent de procéder à de nouvelles annexations au sein des populations arabes des territoires occupés. Actuellement, les déportations et les expulsions après avoir dynamisé les masses. Ainsi depuis 67, les territoires ont détruit plus de 20 000 habitations arabes.

REUNION

Le Parti Socialiste Réunionnais a choisi son camp. Au cours de son 2^e congrès, le P.S.R. a mis l'accent sur la nécessité de l'union des forces socialistes de la Réunion. Cette union s'est faite sur la base de la Convention de Montevideo à laquelle adhèrent différentes organisations socialistes des TOM-DM, et qui est le pendant de la « Déclaration sur le lutte contre le colonialisme en Europe Occidentale ». Le P.C.R., qui demeure le moteur principal du mouvement démocratique et socialiste de libération nationale, était également présent en la personne de Paul VERGES, ce qui témoigne de l'attachement unanime réunionnais à la Réunion. Logiquement avec eux-mêmes, les autonomistes réunionnais espèrent à voter Mercredi 5 et 19 mai 1974.



CANARIES

Aux Canaries, on commet en ce moment un véritable génocide culturel. Le gouvernement franquiste, héritier des méthodes réactionnaires espagnoles qui détruisent les riches civilisations de l'Amérique, essaie à l'heure actuelle de faire disparaître toute trace de l'appartenance du peuple canarien (le peuple des Canaries) à un pays africain.

Le M.P.A.I.C. (Mouvement pour l'Autodétermination et l'Indépendance de l'Archipel Canarien), avant-garde de la lutte pour l'indépendance de l'Archipel, dénonce vigoureusement ces actes criminels dirigés par le gouvernement colonialiste espagnol, et lance un appel à l'option progressiste et scientifique mondiale.

Pays Basque: c'est reparti !

Le 30 mars dernier a été fondé le Parti Socialiste Basque, HERRIKO ALDERDI SOZIALISTA (le H.A.S.). Un groupe de militants socialistes basques, tirant la leçon des derniers événements en Euzkadi-Nord (dissolution d'Enbata), a décidé d'organiser la lutte sur des bases solides et réalistes en créant un nouveau parti dont nous exposons ici les fondements politiques.

- 1 - Le Peuple basque existe. C'est l'un des plus anciens d'Europe et le toujours combattu pour garder sa personnalité.
- 2 - Le Peuple basque est une nation. Contrairement à la définition erronée dans l'Etat français pour justifier l'existence d'un Etat-Nation, une nation n'est pas constituée seulement par une « conscience nationale » toujours fluctuante et qui peut même ne pas exister pour les peuples nationalisés aliénés, mais par des critères objectifs.

Le Peuple basque est une nation parce qu'il est, depuis des temps immémoriaux, une communauté stable.

- de langue
- de territoire
- de vie économique (jusqu'à une époque récente)
- de formation psychique. L'ensemble de ces éléments traduit son identité de culture.

3 - La Peuple basque a des droits. En tant que nation et comme toutes les nations, le peuple basque a des droits. Ces droits sont proclamés par la Charte des Nations-Unies.

4 - Ces droits nationaux ont été historiquement niés par l'impérialisme des Etats français et espagnol. Dans l'ensemble du Pays Basque, la culture basque a été et est toujours combattue. La langue basque n'est pratiquement pas admise par l'enseignement officiel; elle est ignorée par les mass media ou presque, complètement absente de la vie administrative.

Le peuple basque subit donc une acculturation forcée et organisée au profit des cultures officielles des Etats français et espagnol.

Sous des formes différentes le Pays Basque-Nord et le Pays Basque-Sud sont livrés à l'exploitation capitaliste.

Le socialisme se concrétise par :
- la propriété sociale des moyens de production et d'échange
- la gestion démocratique de ces instruments
- l'orientation de la production en vue de satisfaire les besoins des hommes et non en vue du profit.

De plus la construction du socialisme suppose l'établissement de la démocratie politique, économique et culturelle, tant sur le plan des individus que celui des communautés, la pluralité des partis et le respect des libertés syndicales.

A peine créé, le nouveau parti, dont le journal s'appelle « Euzkadi-ek »

5 - Ces constatations déterminent les objectifs à atteindre par un mouvement politique qui se veut au service du peuple basque
- reconnaissance effective des droits nationaux des Basques et obtention du pouvoir par l'exercice de ces droits en tant que peuple réunifié.
- Cessation de l'exploitation capitaliste.

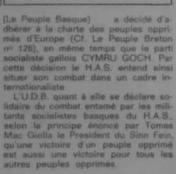
6 - Le Peuple basque, comme toutes les nations grandes ou petites a le droit de constituer une entité jouissant de ses droits politiques, économiques et culturels. Plusieurs solutions peuvent être envisagées.

a) - Un Etat basque indépendant, séparé des Etats français et espagnol. Hypothèse tout à fait conforme à la Charte des Nations-Unies. Un Etat basque regroupant les sept provinces serait plus important territorialement et économiquement que plusieurs petits membres des Nations-Unies. Mais cette hypothèse ne saurait être considérée que comme une étape car elle ne garantit nullement la cessation de l'exploitation capitaliste. De plus, il est difficile d'imaginer un Etat basque socialiste dans une Europe capitaliste.

b) - Une Europe socialiste prenant un véritable internationalisme, c'est à dire en respectant l'existence des petites nations comme celle des grandes.

Dans cette Europe socialiste des peuples et des travailleurs, Euzkadi peut être une nation fédérée aux autres nations ou une nation-région.

7 - HERRIKO Alderdi Sozialista (H.A.S.) le Parti Socialiste Basque, entend mener le combat pour le socialisme par des moyens démocratiques jusqu'à la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme.



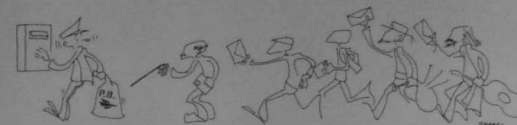
(Le Peuple Basque) a décidé d'adhérer à la charte des peuples opprimés d'Europe (C.P. Le Peuple Breton n° 126), en même temps que le parti socialiste gallois CYMRU GOCH. Par cette décision le H.A.S. entend ainsi situer son combat dans un cadre internationaliste.

L.U.D.B. aussi à elle se déclare solidaire du combat entamé par les militants socialistes basques du H.A.S., selon la victoire énoncée par Thomas Mau Galla le Président du Sinn Féin, qui annonce d'un peuple opprimé est aussi une victoire pour tous les autres peuples opprimés.

Les "obsèques" d'Enbata



Lors du lundi de Pâques 1974, l'Etat nationaliste basque (Abertzain Euzkadi) a organisé une cérémonie de protestation à son lieu contre la dissolution du mouvement Enbata. D'une manière symbolique, les Basques et leurs amis ont procédé à l'inauguration d'une stèle funéraire représentant le texte célèbre de la charte adoptée par le peuple basque à Itassou en 1963.



COURRIER DES LECTEURS

Mais attention nous qui nous sommes. Peuple et nous sommes. (Lecteur)

CHACUN A SA MANIERE, EN EFFET...
La lecture de votre journal peut d'autant plus m'intéresser que je suis d'ores et déjà abonné et lecteur assidu de « L'Avant de la Bretagne » et de « l'Humanité rouge », société dans laquelle nous participons activement, chacun à sa manière, au combat breton; un seul but, la victoire.

Par l'enthousiasme et l'ardeur, par l'unité et la bien tenue sa place avant ces deux assemblées ne saurait dans la fraction. Il serait souhaitable qu'un sang neuf, des hommes dynamiques prennent la relève, les syndicats ouvriers, les artisans, les petits commerçants, des membres de clergé. (...)

Enfin, des choses sont à faire elles aussi, le Bretonne ayant plus que toutes les autres régions de France la possibilité d'autonomie géographique et humaine. L.U.D.B. avec ses affilia, doit remobiliser des amis. Les socialistes ne sont pas ennemis de l'Europe des peuples.

D.K., 94 Bry sur Marnes.

Mais oui, mais oui...

BRAVO
Merci pour votre information et un grand bravo à l'équipe du P.B.

Sigrid Guillou, Marseille.

LIGNE POLITIQUE

Si je ne suis pas toujours d'accord avec toutes vos positions, je pense néanmoins que la ligne politique que l'U.D.B. s'est donnée (combat pour la Bretagne et le socialisme) est la seule qui amènera des changements en Bretagne.

V. Riou, 63 Royat.

G.L.S., 98 Hurlbay.

Tous vos articles reflètent bien la marche du peuple breton vers le socialisme, vers le respect de l'homme. Surtout, gardez bien votre ligne politique.

Gilias Dreanno, 86 Thix.

ENCORE LA VIOLENCE

Je suis extrêmement déçu par votre attitude face au P.L.B. vous voulez bien être socialistes des Basques, mais pas des Bretons du P.L.B. parce qu'ils vous gênent.

Vous adoptez un style et des analyses fâcheusement voisines de ceux du P.C.F., qui entendent seulement de un siècle.

Vous vous condamnez à lutter (?) pour des revendications de UN ou deux pour cent sur les salaires alors que les problèmes ne sont pas là.

Vous n'êtes plus dans le coup.

Vive les combattants du P.L.B.

M.G., 77 Coulommiers.

O

Le problème du terrorisme n'existe pas seulement en Bretagne ou en Corse.

Pourquoi votre journal ne publie-t-il pas le paragraphe :

« ce qu'il y a de commun entre l'économisme et le terrorisme » du « Chapelet » de Lénine ?

Il faut bien trouver le courage pour dire aux « terroristes » bretons, corse, etc. ce qu'ils sont.

Bien amicalement.

Elio Franzin, Padoue (Italie).

N° 127 - MAI 1974

PEINTURE - VITRERIE
PAPIERS PEINTS
Décor - Revêtements
HENRI LE LANN
13, rue Saint-Exupéry
BREST - Tél. 45.11.38
Moquettes et Plastiques

DISQUES ARFOLK

EDITIONS, PRODUCTIONS, DIFFUSION sont réalisées en Bretagne

BOMBARDE et ORGUE - JEGAT et YHUEL
Grand prix du disque 75, Cythare d'or 73

Ar Sonerien Du - Diaoulad ar Menez
Kouerien Sant Yann
Ar Bleiz Ruz - Ar Pannseerien
Mikael Kernec - Youenn Cwerriog - Cadic Ha Kimry
Freres Pennec - Scourz L'Hour - Freres Kergosien
Beilhaded e Menez - Kammi (Veille e Menez-Kammi)
BAGADOU - SONNEURS - KAN HA DISKAN
IRLANDAIS - ECOSSAIS

DISTRIBUTION EXCLUSIVE DISQUES VELIA :
François Budet - Kannenou Santel
Satanazet - Georges Schmitt - Ar Skriheld

La musique bretonne, c'est ARFOLK

SOCIÉTÉ BRETONNE D'ENREGISTREMENT
14, Passage du Blavet... 56100 LORIENT..

<p>ABONNEZ-VOUS</p> <p>LE PEUPLE BRETON</p> <p>JOURNAL DE L'UNION DEMOCRATIQUE BRETONNE</p> <p>Boite Postale 304 - 29273 BREST CEDEX</p>		<p>ABONNEZ-VOUS</p> <p>POBBL VREIZH</p> <p>L'édition en langue bretonne de notre journal</p>	
NOM	PRENOM	NOM	PRENOM
ADRESSE		ADRESSE	
<p>Je souhaite un abonnement ordinaire (12 F (1))</p> <p>à partir de 20 F (12)</p>		<p>Je souhaite un abonnement ordinaire (12 F (1))</p> <p>à partir de 20 F (12)</p>	
<p>Je paie en 12 fois (1)</p>		<p>Je paie en 12 fois (1)</p>	
<p>Je paie en 12 fois (1)</p>		<p>Je paie en 12 fois (1)</p>	
<p>Je paie en 12 fois (1)</p>		<p>Je paie en 12 fois (1)</p>	
<p>C.C.P. RENNES 2365-76</p>		<p>C.C.P. RENNES 2746-79</p>	

LE PEUPLE BRETON

Aujourd'hui être libre c'est être informé

SOMMAIRE

- PAGE 2 :
POURQUOI
UN BUREAU
POLITIQUE
A L'U.D.B. ?
- PAGE 3 :
LE FILM-PHOTO
DU CONGRES
U.D.B.
- PAGE 6 :
APRES L'INCENDIE
DE CABASSE
A BREST
- PAGE 7 :
MITTERRAND
- PAGE 10 :
PRESQU'ILE
A VENDRE
A GUERANDE
- PAGE 11 :
LE PROBLEME
BRETON
DE BREST A NANTES
- PAGE 12 :
CHRONIQUE
DES MARINS
- PAGE 14 :
UN NOUVEAU
PARTI
AU PAYS
BASQUE
- PAGE 14 :
CHRONIQUE
DES PEUPLES
OPPRIMES
- PAGE 15 :
COURRIER
DES LECTEURS

Le temps ensoleillé, le cadre du centre familial du Dourdy en Loctudy où nous étions accueillis pour la deuxième fois (d'où le nom - Loctudy II - attribué désormais au congrès 74) firent le reste : jamais peut-être un congrès de l'U.D.B. se déroula aussi bien...

La préparation politique avait elle aussi été soignée. Les textes proposés à la discussion par les sections étaient en possession des militants depuis un mois : ils ont pu ainsi se déterminer en toute connaissance de cause.

L'assemblée générale se doit d'être plus ordonnée. Plus de débat, mais des contre-propositions ou des amendements. Les laboratoires d'idées ayant fonctionné, c'est dans la clarté que se sont faits les votes qui engagent désormais l'U.D.B. pour douze mois.

Tout ce formalisme, indispensable à un exercice véritable de la démocratie, cache cependant mal la passion qui agit un congrès. Comment ne pas évoquer ces militants qui le soir, pendant que le fest-noz battait son plein

Loctudy : 20 et 21 avril Le 11^e Congrès de l'U.D.B.

Loctudy il a vécu. Le - Bro goz va zadou - et le - Kan an dispac'h - ont clos dimanche soir 21 avril 35 heures de réunion non-stop pour les militants de l'Union démocratique bretonne venus participer à leur onzième congrès. Assemblées générales, travaux en commissions et moments de détente ont ponctué ce week-end annuel pendant lequel notre parti se juge, se jauge et se donne les moyens de progresser.

- Il faut un minimum de confort pour être vertueux - a dit (approximativement) un homme de sagesse. Cette maxime, l'équipe d'organisation matérielle du congrès l'a faite sienne : les bonnes conditions dans lesquelles il s'est déroulé ont grandement facilité sa réussite politique. Il en fallut pourtant de la patience pour accueillir, loger et faire vivre ensemble pendant deux jours quelque 250 militants, certains accompagnés de leur famille !

Mais avant de définir de nouveaux objectifs, il convenait de voir si ceux fixés l'an passé avaient été atteints : c'était le but de l'examen des rapports techniques le samedi matin. Une large discussion fut conclue par un vote (positif) sur le rapport politique présenté par le comité directeur sortant.

Puis, place aux travaux de commissions. Cette année, les cinq grandes commissions traditionnelles (trésorerie, affaires intérieures, affaires extérieures, presse et propagande) avaient éclaté en huit groupes d'études plus spécialisés bûchant des sujets proposés par les sections et le comité-directeur : les propositions, au besoin contradictoires, soumises à l'ensemble des militants, en furent plus claires et plus précises.

Si les travaux des commissions peuvent être souples, spontanés, ceux de

au Château du Dourdy, peaufinaient dans une chambre leur rapport de commission ? Comment ne pas se souvenir de cette réunion hors-programme des militants pour évoquer leurs problèmes spécifiques ? Comment ne pas vivre encore une fois ces conversations si sérieuses avec des camarades inconnus la veille ?

Un congrès pour quelqu'un de l'U.D.B., c'est beaucoup plus qu'une réunion politique, c'est une grande fête de la camaraderie. Les délégués des partis frères présents à Loctudy en sont du moins repartis convaincus.

Et, au dimanche soir, la satisfaction devant le travail accompli ne cède la place qu'à l'inquiétude devant la tâche qui reste encore à faire pour la libération de notre peuple. 90 minutes après la clôture du congrès, le comité exécutif de l'U.D.B. tenait sa première réunion de l'année.



Composition mécanique - Lorient

Imprimerie Ouest-Offset - Brest

Publication inscrite à la C.P.P.A.P. N° 41.387

Tirage : 8 000 ex. - Dépôt légal : 2^e trimestre

Directeur de la publication : R. Legrohon.